

TABLE DES MATIÈRES

Préface	9
Remerciements	13
Liste des abréviations	15
Sommaire	17
Introduction	19
I. L'absence d'unification des systèmes de l'invention de salarié au regard des lois nationales	22
A. Les différents classements de l'invention de salarié	22
1. L'invention de service et hors service	22
a) L'invention de service au sens strict.....	23
b) L'invention de service au sens large.....	24
c) L'usage du classement en Chine.....	25
d) La notion d'invention de service dans notre recherche.....	26
2. L'invention de mission et hors mission	26
B. Les différentes règles sur l'invention de salarié	27
1. La divergence portant sur l'attribution de l'invention de salarié	27
2. La divergence portant sur la qualification de l'inventeur.....	30
II. Le panorama du système chinois de l'invention de salarié	30
A. Le développement de l'invention de salarié en Chine	31
B. Le développement du système de l'invention de salarié en Chine.....	33
1. La première législation sur l'invention de salarié en Chine.....	33
2. Les dispositions sur l'invention de salarié dans la loi chinoise sur les brevets.....	33
3. Les dispositions sur l'invention de salarié dans les autres lois chinoises	37
a) Les dispositions concernées dans la loi chinoise sur les contrats ...	37
b) Les dispositions concernées dans les lois chinoises sur la technologie.....	38
C. L'initiative de la modification du système de l'invention de salarié en Chine	39
III. La problématique.....	43
A. La Chine doit-elle modifier le système d'invention de service? Si cela s'avère nécessaire, comment devra-t-on le modifier?	43
B. L'origine et les fondements du système de l'invention de salarié	44

Première partie
La recherche au niveau mondial d'un équilibre dans la répartition
des intérêts juridiques entre l'employeur et l'inventeur salarié
en matière d'invention de salarié

Titre 1 – Le système de l'invention de salarié résultant de la recherche d'un équilibre entre l'employeur et l'inventeur salarié	51
Chapitre 1 – L'affrontement de deux principes différents d'attribution d'invention de salarié	53
Section 1 – L'appartenance de l'invention à son créateur	54
I. L'appartenance de l'invention à son inventeur conformément au droit de brevet.....	54
A. Le principe d'appartenance de l'invention dans les pays du droit anglo-saxon.....	55
1. Le droit de brevet au Royaume-Uni.....	55
a) L'établissement de la règle d'appartenance d'invention au « premier et véritable inventeur » dans le statut des monopoles de 1624.....	55
b) L'observance continue du principe d'appartenance d'invention à l'inventeur	56
2. Le droit de brevet aux États-Unis	58
a) L'emploi de la règle d'appartenance du droit de propriété d'invention au « premier et véritable inventeur »	58
b) L'observance continue du principe d'appartenance d'invention à l'inventeur	60
B. Le principe d'appartenance de l'invention dans les pays du droit continental.....	61
1. Le droit de brevet en France	61
a) L'appartenance de l'invention à son inventeur selon la loi du 7 janvier 1791	61
b) L'appartenance du droit originel au titre de propriété industrielle à l'inventeur.....	62
2. Le droit de brevet en Allemagne	63
II. L'appartenance de l'invention à son inventeur selon la théorie juridique	65
A. L'appartenance en vertu de la théorie du droit naturel.....	66
1. L'attribution de la création au créateur en vertu de la théorie de la personnalité.....	66
2. L'attribution des fruits du travail au travailleur intellectuel en vertu de la théorie du travail	68
a) La théorie de Locke: l'acquisition originelle de propriété des fruits du travail par le travailleur	69
b) L'acquisition originelle de propriété des fruits du travail intellectuel par le travailleur intellectuel.....	70
B. L'appartenance en vertu de la théorie du contrat social.....	73

1. La protection du droit de propriété d'une invention par la société en contrepartie de la divulgation	73
2. La dichotomie de la règle d'appartenance du droit patrimonial de l'invention.....	74
Section 2 – L'appartenance du fruit du travail salarié à son employeur.....	76
I. La théorie des droits de propriété de l'entreprise : l'embauche des mains-d'œuvre par les capitaux (<i>capital hiring labor</i>)	76
A. L'acquisition de propriété du fruit du travail salarié par l'employeur conformément à la relation entre l'employeur et l'employé.....	76
1. L'obéissance des travailleurs aux capitalistes	77
2. L'appartenance du fruit du travail salarié à l'employeur	78
B. L'attribution de la récompense des salaires aux salariés.....	78
1. La jouissance du droit de rémunération par l'employé.....	79
2. La forme des salaires	79
II. L'attribution du fruit du travail salarié à l'employeur conformément à la théorie des risques.....	81
A. Le risque du travail assumé par l'employeur dans la relation du travail	81
1. L'obligation de l'employeur à remplir le risque économique et personnel.....	81
2. L'inexistence d'une relation du travail en cas de prise en charge de risque du travail par l'employé	83
B. L'appartenance à l'employeur du droit de réclamer des bénéfices.....	83

Chapitre 2 – La coordination de deux principes d'attribution d'invention dans le système de l'invention de salarié.....

Section 1 – Le croisement des deux principes d'attribution d'invention de salarié.....	86
I. L'émergence du croisement de deux principes d'attribution	86
A. La transformation de l'activité inventive	86
1. Le déclin du mode de l'invention indépendante.....	86
a) La pratique de la production artisanale à la production industrielle.....	87
b) La pensée de la théorie héroïque de l'invention à la théorie sociale de l'invention	87
2. L'émergence du mode de l'invention faite par l'employé.....	89
a) La nécessité de l'investissement issu des établissements	89
b) La réduction des coûts de transaction : l'institution de laboratoire de R&D dans l'entreprise.....	90
B. La demande de protection par le marchand dans le droit des brevets.....	92
1. La même identité entre le marchand et l'inventeur au départ : la protection du marchand par le droit des brevets en tant qu'inventeur....	92
a) La campagne de lobbying faite par le marchand au nom de l'inventeur afin d'obtenir la protection.....	92
b) Le soutien du législateur sur la réclamation du marchand.....	93

2.	La séparation de l'identité entre le marchand et l'inventeur : la protection du marchand par le droit des brevets à son nom propre	94
a)	Le début de la séparation de l'identité : la protection du marchand en tant que collaborateur de l'inventeur par le droit des brevets.....	94
b)	La séparation totale de l'identité : la protection du marchand en tant qu'employeur de l'inventeur par le droit des brevets	95
II.	Le résultat du croisement de deux principes d'attribution.....	97
A.	La formation du système indépendant de l'invention de salarié.....	97
1.	L'émergence des règles jurisprudentielles pour l'invention de salarié....	97
a)	L'émergence d'attribution originelle de certaines inventions de salarié à l'employeur	97
b)	L'établissement de la règle de licence implicite et de cession implicite sur l'invention de salarié	98
c)	La connaissance de la validité du contrat de pré-invention.....	102
2.	L'émergence des règles positives pour l'invention de salarié.....	104
a)	L'émergence d'attribution de certaines inventions de salarié à l'employeur dans le droit positif.....	104
b)	L'émergence d'attribution du droit d'usage de certaines inventions de salarié à l'employeur dans le droit positif.....	105
B.	La formation inachevée du système indépendant de l'œuvre du salarié.....	105
1.	La disharmonie entre le droit d'auteur et le système de « copyright » sur l'œuvre du salarié.....	106
a)	L'interdiction d'acquisition originaire de la propriété d'œuvre du salarié par l'employeur dans le système du droit d'auteur.....	106
b)	L'admission d'acquisition originaire de la propriété d'œuvre du salarié par l'employeur dans le système de « copyright ».....	107
2.	La raison d'inexistence du système de l'œuvre du salarié dans le droit d'auteur	108
a)	La persistance de la théorie du droit naturel dans le droit d'auteur	108
b)	Le rejet de la théorie du contrat social dans le droit d'auteur.....	110
Section 2 – La compatibilité de deux principes d'attribution de l'invention de salarié.....		111
I.	La cause de l'affrontement des principes d'attribution de l'invention de salarié	112
A.	Le modèle de la création pour le créateur lui-même sous la protection du droit de propriété intellectuelle	112
1.	Le manque de la liberté de création pour la plupart des créateurs avant la naissance du droit de la propriété intellectuelle	112
2.	La sauvegarde de la liberté de création pour les créateurs après la naissance du droit de la propriété intellectuelle.....	113
a)	La naissance de la propriété intellectuelle sous l'influence de la liberté de création.....	113

b) L'attribution de la propriété intellectuelle de création au créateur pour protéger la liberté de création.....	116
B. Le modèle de la prestation de travail salarié pour autrui sous la protection du droit de travail.....	117
1. L'opposition entre le travail salarié et le travail libre.....	117
2. Le salariat assuré par le droit de travail.....	117
a) Le remplacement du droit civil par le droit de travail pour régir la relation de travail.....	118
b) L'attribution des résultats du travail salarié à l'employeur dans le modèle de prestation de travail salarié.....	118
II. La coordination entre le droit des brevets et le droit de travail dans le système de l'invention de salarié.....	120
A. La compatibilité de l'objectif du droit des brevets et du droit de travail dans le système de l'invention de salarié.....	120
1. L'identité de l'objectif ultime entre le droit des brevets et le droit de travail.....	120
a) L'objectif ultime du droit des brevets : la promotion du développement économique et social.....	120
b) L'objectif ultime du droit de travail : la promotion du développement économique et social.....	122
2. La coordination des objectifs directs dans le système de l'invention de salarié.....	123
a) La poursuite d'un équilibre entre l'investissement matériel et l'investissement intellectuel.....	123
b) La poursuite d'un équilibre entre la protection du créateur et la protection de l'initiateur de création.....	126
B. La compatibilité entre les sujets principaux protégés par le droit des brevets et ceux par le droit de travail dans le système de l'invention de salarié.....	126
1. La similarité du sujet principal entre le droit des brevets et le droit de travail.....	126
2. La coordination des sujets principaux dans le système de l'invention de salarié.....	128
C. La compatibilité entre l'intérêt du droit des brevets et celui du droit de travail dans le système de l'invention de salarié.....	129
1. La similarité de la relation d'intérêt entre le droit des brevets et le droit de travail.....	129
2. La coordination de la relation d'intérêts dans le système de l'invention de salarié.....	130
Conclusion du titre I de la première partie.....	132

Titre 2 – La répartition de l'invention de salarié en vue de la réalisation d'un équilibre entre l'employeur et l'inventeur salarié	133
Chapitre 1 – La répartition de l'invention réalisée grâce à l'usage de la force de travail salariée par l'employeur	135
Section 1 – La jouissance du droit d'utilisation de la force de travail du salarié par l'employeur selon la mission du salarié	135
I. La prestation de travail par le travailleur salarié au profit de son employeur	135
A. La disposition de la force de travail par le travailleur	136
1. L'interdiction de cession de la force de travail par le travailleur	136
2. La possibilité de cession du droit d'utilisation de la force de travail par le travailleur	137
B. Le louage de la force de travail du salarié par l'employeur	138
1. La cession du droit d'utilisation de la force de travail de l'employé à l'employeur	138
2. La prestation de travail salarié – L'objet du contrat de travail	139
II. La classification du travail des salariés	140
A. La dichotomie du travail : le travail manuel et le travail intellectuel	141
1. La signification de la dichotomie du travail dans l'activité inventive	141
2. La dichotomie du travail salarié : le travail manuel salarié et le travail intellectuel salarié	143
a) La différence de reconnaissance du travail salarié	143
b) La différence en matière du modèle de la prestation de travail salarié	144
B. La dichotomie du travail intellectuel : le travail intellectuel général et le travail intellectuel créatif	145
1. La signification de la dichotomie du travail intellectuel	145
2. Le critère de la dichotomie du travail intellectuel : la créativité	147
a) L'identification de travail intellectuel créatif en fonction de la créativité de son résultat	147
b) Les divers critères de créativité des choses intellectuelles	148
Section 2 – L'appropriation des fruits du travail intellectuel créatif des salariés par l'employeur	150
I. L'admission de la jouissance du droit d'utiliser la force de travail intellectuel créatif du salarié par l'employeur	150
A. La compatibilité entre l'activité créative et la subordination	150
1. La nécessité de la liberté de création dans l'activité créative	151
2. La subordination conciliable avec la liberté de création	152
a) L'inadaptation du contrôle de l'employeur à l'activité inventive salariée	152
b) La reconnaissance d'une subordination souple pour l'exercice du travail intellectuel créatif	153

B.	La combinaison de la subordination et l'activité créative	155
1.	La liberté de création du salarié sous la direction de l'employeur	155
2.	L'interdiction d'un contrôle total de l'employeur.....	156
II.	L'appartenance du résultat obtenu par l'utilisation de force de travail intellectuel créatif du salarié	157
A.	La condition préalable d'utilisation de la force de travail intellectuel créatif du salarié par l'employeur.....	157
1.	La nécessité d'une mission créative.....	157
2.	L'incompétence de la mission non-créative.....	158
B.	L'attribution des droits sur la création du salarié.....	159
1.	L'appartenance des créations du salarié à l'employeur	159
a)	L'appartenance du résultat de la prestation de travail au maître du travail	159
b)	L'appartenance originaire	162
2.	L'appartenance du droit moral au créateur	163
III.	L'attribution d'un droit de rémunération supplémentaire à l'inventeur salarié	164
A.	La nécessité de l'attribution du droit de rémunération supplémentaire à l'inventeur salarié.....	165
1.	Une récompense et un encouragement à l'inventeur selon le droit des brevets.....	165
a)	Le besoin d'une rémunération pour l'inventeur	165
b)	Le besoin d'une rémunération pour l'inventeur salarié.....	167
2.	L'encouragement au salarié selon la théorie de l'agence.....	169
a)	Le besoin d'une rémunération pour la réalisation des résultats de travail dans l'activité créative.....	170
b)	Le besoin d'une rémunération pour la communication des résultats de travail dans l'activité créative.....	171
B.	La qualification de la rémunération supplémentaire et du droit à rémunération.....	171
1.	La nature de la rémunération supplémentaire : une prime liée à la réalisation d'une invention.....	172
a)	Le contenu de la rémunération supplémentaire : un partage à la valeur de l'invention	172
b)	La forme de la rémunération supplémentaire : une prime de résultat salarié.....	173
2.	La nature du droit de rémunération supplémentaire	174
a)	Un droit légal à une rémunération impérative.....	174
b)	La persistance du droit à la rémunération supplémentaire après la fin de la relation de travail.....	175
c)	La dépendance de la durée du droit à la rémunération supplémentaire pour le titulaire de l'invention	176
d)	L'inaliénabilité du droit à la rémunération supplémentaire.....	177

Chapitre 2 – La répartition de l'invention réalisée grâce à l'usage des moyens de production de l'employeur par l'inventeur salarié	179
Section 1 – L'attribution d'une invention de salarié réalisée par l'usage des choses intellectuelles de l'employeur.....	179
I. L'extension de la règle de spécification aux choses intellectuelles.....	180
A. L'application traditionnelle de la règle de spécification sur les choses mobilières.....	180
1. Les conditions d'application de la règle de spécification.....	180
2. L'appartenance de la nouvelle chose selon la règle de spécification.....	181
a) L'appropriation de la nouvelle chose par le contributeur de valeur plus importante.....	182
b) L'attribution d'une récompense au contributeur de valeur moins importante.....	184
B. L'application extensible de la règle de spécification sur les choses intellectuelles.....	185
1. La justification de l'application de la règle de spécification aux choses intellectuelles.....	186
a) L'inexistence d'une distinction de la règle de spécification parmi des choses mobilières.....	186
b) L'admission de l'application de règle de la spécification aux choses intellectuelles.....	187
2. La particularité d'application de la règle de la spécification dans le domaine intellectuel.....	189
II. La mise en œuvre de la spécification des choses intellectuelles.....	191
A. Les conditions de la spécification des choses intellectuelles.....	191
1. Les exigences pour les matières premières dans la spécification de la chose intellectuelle.....	191
a) L'exigence d'une filiation entre la chose préexistante et la nouvelle chose.....	191
b) L'exigence de la chose préexistante d'autrui.....	192
2. Les exigences pour la spécification d'une chose intellectuelle au cours de l'emploi.....	193
B. La liberté partielle de la spécification des choses intellectuelles.....	194
1. La liberté de la spécification d'une chose publiée.....	195
a) La liberté de la spécification d'une invention brevetée.....	195
b) La liberté de la spécification d'une œuvre publiée.....	196
2. Le défaut de la liberté de la spécification d'une chose secrète.....	197
a) La nécessité d'une permission afin de la spécification de la chose secrète.....	197
b) La nécessité d'une permission de l'employeur pour la spécification de sa chose secrète par un salarié.....	198

III. L'attribution de la nouvelle chose intellectuelle dans la spécification	199
A. L'appartenance de la nouvelle chose intellectuelle au spécificateur sous réserve des droits patrimoniaux de la chose préexistante	199
1. La composition de la nouvelle chose intellectuelle.....	199
2. L'appartenance de la nouvelle chose intellectuelle au contributeur de la valeur plus importante	200
a) Le rejet d'une double appropriation des éléments de la chose préexistante	201
b) L'appropriation des nouveaux éléments issus du travail intellectuel créatif par le spécificateur.....	201
B. L'inexistence d'une libre exploitation de la nouvelle chose intellectuelle.....	202
1. La dépendance de l'exploitation de la nouvelle chose à une double permission	203
2. L'exploitation limitée de la nouvelle chose née de la spécification de la chose secrète.....	204
IV. L'attribution d'une compensation au titulaire de la chose secrète préexistante ...	204
A. La nécessité d'une compensation pour le titulaire de la chose secrète préexistante	204
1. L'existence d'un dommage au titulaire de la chose secrète préexistante.....	205
2. La détermination de la compensation selon la valeur d'usage de la chose secrète.....	205
B. La proposition de compensation des droits patrimoniaux à l'employeur en tant que titulaire de la chose secrète préexistante.....	206
1. La compensation d'un droit d'usage de la nouvelle chose à l'employeur	206
a) L'établissement du mécanisme d'une licence croisée	206
b) La qualification des droits d'usage issus de la licence croisée.....	208
2. La compensation d'un droit d'attribution de la nouvelle chose à l'employeur	209
a) Le droit d'attribution visant à la protection des intérêts de l'employeur.....	209
b) La qualification du droit d'attribution	210
c) L'attribution d'un juste prix au spécificateur salarié lors de l'exercice du droit d'attribution par l'employeur.....	211
Section 2 – L'attribution d'une invention de salarié réalisée par l'usage des moyens de travail de l'employeur	214
I. L'utilisation fort probable des moyens du travail de l'employeur par les créateurs salariés	214
A. Les moyens de travail de l'employeur – élément nécessaire dans le processus de travail salarié.....	214
1. La nécessité des moyens de travail dans le processus de travail.....	214
2. La dépendance graduelle des créateurs aux moyens de travail des employeurs.....	215

B. Le classement des moyens de travail.....	218
1. La dichotomie des moyens de travail.....	218
2. La signification de classement des moyens de travail dans l'activité créative.....	219
II. L'attribution des droits patrimoniaux sur l'invention réalisée par l'usage des moyens de travail de l'employeur.....	220
A. L'appartenance de la nouvelle invention à son créateur.....	221
1. L'établissement du lien originel d'appartenance par le travail intellectuel créatif selon la règle générale d'appartenance des propriétés intellectuelles.....	221
2. Le refus du régime de l'appartenance de l'invention à l'employeur fournissant les moyens de travail.....	224
a) Le refus du régime de titularité de l'employeur.....	224
b) Le refus du régime de co-titularité entre le créateur salarié et l'employeur.....	225
c) Le refus du régime du droit d'attribution de l'employeur.....	227
B. L'attribution d'un droit de compensation à l'employeur.....	229
1. La nécessité d'une compensation au fournisseur des moyens de travail.....	229
2. La proposition d'attribution d'un droit d'usage de l'invention à l'employeur en tant que principal fournisseur de l'outil de travail.....	230
a) L'établissement d'un mécanisme d'échange entre l'employeur et l'inventeur salarié.....	231
b) La condition préalable au droit d'usage de l'invention.....	234
c) La qualification du droit d'usage de l'invention.....	235
Conclusion du titre II de la première partie.....	237
Conclusion de la première partie.....	239

Seconde partie

À la recherche de l'équilibre dans la répartition des intérêts juridiques entre l'employeur et l'inventeur salarié en matière d'invention de salarié en Chine

Titre 1 – La réforme du système de la répartition des droits et des intérêts entre l'employeur et l'inventeur salarié en Chine.....	243
Chapitre 1 – L'adoption d'une nouvelle règle d'attribution des droits portant sur l'invention de salarié en Chine.....	245
Section 1 – La refonte du système de classement de l'invention de salarié.....	245
I. Le déséquilibre existant entre l'employeur et l'inventeur salarié dans l'attribution des inventions de salarié en Chine.....	245
A. La règle d'attribution de l'invention privilégiant la protection des intérêts des employeurs.....	246

1.	L'appartenance inappropriée à l'employeur de l'invention réalisée dans l'exécution des tâches salariées	246
a)	L'absence de distinction entre l'invention réalisée selon la mission inventive et l'invention réalisée selon la mission non-inventive	246
b)	La nécessité du rejet de l'appartenance à l'employeur de l'invention faite dans l'exécution de la mission non inventive	247
2.	L'appartenance discutable à l'employeur de l'invention réalisée principalement en utilisant les moyens matériels ou techniques de l'entité.....	250
a)	La violation de la théorie de propriété intellectuelle.....	250
b)	Le défaut constaté par le législateur et les tribunaux en Chine.....	250
B.	La nécessité de rééquilibrage en matière d'attribution des inventions de salarié en Chine.....	251
1.	La cause du déséquilibre : la priorité accordée aux intérêts nationaux et collectifs dans l'économie planifiée	251
a)	La soumission des inventeurs à la gestion de l'État dans l'économie planifiée.....	252
b)	La mise en place du système de l'invention de salarié dans une économie planifiée	254
2.	La réforme nécessaire face à la nouvelle situation du pays	255
a)	L'évolution profonde de la relation du travail suite au changement de modèle économique	255
b)	L'inadaptation du système de l'invention de salarié au changement du modèle économique.....	256
II.	L'adoption d'un nouveau classement entre les inventions de mission et les inventions hors mission dans le système de l'invention de salarié en Chine	258
A.	Les inventions de mission.....	259
1.	La définition des inventions de mission	259
a)	Une modification portant sur la notion de l'invention réalisée dans l'accomplissement des tâches salariées dans le droit chinois.....	259
b)	La tripartition des inventions de mission	260
c)	L'exclusion de la notion d'une invention de personne morale.....	261
2.	L'attribution des droits portant sur une invention de mission	263
a)	L'attribution du droit moral aux inventeurs.....	263
b)	L'attribution de l'invention de mission à l'employeur	264
3.	La qualification d'une invention de mission.....	264
a)	L'initiative de l'invention : l'identification d'une mission inventive.....	265
b)	Le critère fonctionnel des salariés : la cohérence parmi l'invention, la mission inventive et la fonction effective.....	269

c)	Le critère substantiel de l'invention : l'essentiel de l'invention réalisé selon la mission inventive.....	270
B.	Les inventions hors mission.....	272
1.	L'invention reposant essentiellement sur les choses secrètes de l'employeur.....	274
a)	Une modification portant sur la notion de l'invention réalisée principalement par l'usage de moyens techniques de l'employeur dans le droit chinois.....	274
b)	L'attribution des droits portant sur l'invention reposant essentiellement sur les choses secrètes de l'employeur.....	276
c)	La qualification de l'invention reposant essentiellement sur les choses secrètes de l'employeur.....	278
2.	L'invention réalisée principalement par l'usage des outils de travail de l'employeur.....	281
a)	Une modification portant sur la notion de l'invention réalisée principalement par l'usage des moyens matériels de l'employeur dans le droit chinois.....	282
b)	L'attribution des droits portant sur l'invention réalisée principalement par l'usage des outils de travail de l'employeur.....	283
c)	La qualification de l'invention réalisée principalement par l'usage des outils de travail de l'employeur.....	285
3.	Les inventions indépendantes.....	288
a)	L'adoption de la notion de l'invention indépendante à la place de la notion de l'invention hors service.....	289
b)	L'attribution des droits portant sur l'invention indépendante.....	290
Section 2 – La réforme du système de la rémunération supplémentaire de l'inventeur salarié.....		292
I.	La réforme de la distribution de la rémunération supplémentaire à l'inventeur salarié.....	292
A.	La clarification de la confusion entre la rémunération supplémentaire et le salaire.....	292
1.	La confusion entre la rémunération supplémentaire et le salaire.....	293
2.	La distinction entre la rémunération supplémentaire et le salaire.....	295
B.	La précision de la condition de la distribution de rémunération supplémentaire.....	296
1.	L'ambiguïté de la condition de la distribution de rémunération en Chine.....	297
a)	La condition selon la loi sur les brevets : la délivrance du brevet.....	297
b)	La condition selon la loi sur les contrats : la réalisation de l'invention.....	298
2.	La redéfinition de la condition de la distribution de la rémunération supplémentaire.....	298

a)	L'abandon souhaitable de la demande de brevet en tant que condition préalable de la rémunération supplémentaire.....	299
b)	La condition nécessaire : la réalisation d'une invention de mission.....	300
C.	L'amélioration de la mise en œuvre du versement de la rémunération supplémentaire	302
1.	Des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la distribution de rémunération en Chine.....	302
a)	La rigidité du mode de paiement de la rémunération	302
b)	L'absence de précision sur la personne ayant l'obligation de paiement de la rémunération supplémentaire	303
c)	La situation insatisfaisante du paiement de la rémunération	303
2.	La proposition d'un nouveau mode du paiement de la rémunération	304
a)	La mise en place d'une modalité flexible du versement de la rémunération en Chine	304
b)	Le versement de la rémunération à la charge de l'employeur.....	306
c)	La mise en place d'une gestion collective sur la réception de la rémunération en Chine	307
II.	La réforme du mode de la détermination du montant de la rémunération supplémentaire de l'inventeur salarié.....	307
A.	La modification du mode contractuel.....	308
1.	Des problèmes existant dans l'application du mode contractuel	308
2.	La délimitation des types admissibles de la rémunération convenue.....	309
3.	L'exigence d'une rémunération juste dans le mode contractuel.....	311
a)	Le critère positif de la rémunération juste	311
b)	Le critère négatif de la rémunération juste	314
B.	La modification du mode légal.....	315
1.	La proposition de la suppression des normes minimums	316
a)	L'existence des normes minimums dans le mode légal de la détermination de la rémunération en Chine.....	316
b)	Le besoin d'une suppression.....	317
2.	La proposition de mise en place d'une modalité de calcul officielle	319
a)	Le besoin d'une modalité de calcul officielle	319
b)	La mise en place d'une modalité de calcul officielle.....	320
c)	L'évaluation de la valeur de l'invention	322
d)	La détermination de la contribution de l'inventeur salarié à la réalisation de l'invention.....	328

Chapitre 2 – La mise en place d’un nouveau système d’encadrement de l’invention de salarié en Chine	331
Section 1 – L’examen du système d’encadrement actuel de l’invention de salarié.....	331
I. Les défauts du système d’encadrement actuel en Chine.....	331
A. Le désordre normatif horizontal et vertical en matière d’invention de salarié.....	331
1. Le désordre normatif horizontal.....	332
2. Le désordre normatif vertical.....	334
B. L’incohérence quant à la liberté d’agir accordée aux parties.....	336
1. L’incohérence relative à l’intervention contractuelle dans l’attribution d’une future invention de salarié.....	336
2. Une liberté contractuelle trop importante dans l’attribution dérivée de l’invention de salarié.....	338
II. Les expériences étrangères.....	339
A. L’encadrement par les règles écrites.....	340
1. L’encadrement par une loi d’une branche du droit.....	340
2. L’encadrement par une loi particulière.....	341
B. L’encadrement par les règles non-écrites.....	342
1. Une priorité accordée à la liberté contractuelle.....	342
2. L’encadrement par les règles jurisprudentielles.....	344
a) Le mode d’encadrement choisi par un petit nombre de pays.....	345
b) Un mode d’encadrement plutôt favorable à l’employeur.....	347
Section 2 – Les suggestions en vue de la mise en place d’un nouveau système d’encadrement de l’invention de salarié en Chine.....	348
I. L’adoption d’une loi particulière sur l’invention de salarié.....	348
A. La conservation du système d’encadrement par les règles écrites.....	348
1. Le maintien d’une relation fixe entre l’employeur et le salarié.....	348
2. Le maintien de la cohérence dans l’application du système.....	350
B. La nécessité d’adopter une loi particulière.....	351
1. L’indépendance relative du système de l’invention de salarié.....	351
2. L’unification indispensable des dispositions verticales.....	352
3. La nécessité d’une protection spéciale en faveur des travailleurs intellectuels salariés.....	353
C. La proposition de l’adoption d’une loi particulière sur l’invention de salarié en Chine.....	356
1. L’intitulé de la loi.....	357
2. La redéfinition de l’objet du système de l’invention de salarié.....	358
a) La définition inappropriée de l’objet du système de l’invention de salarié adoptée par le projet chinois de règlement.....	358
b) L’objet redéfini : l’invention brevetable.....	360
3. L’élargissement de la définition du droit patrimonial de l’invention de salarié.....	363

4. Le rapport de la loi avec le système des autres résultats technologiques de salarié en Chine	365
II. La modification de l'encadrement de l'exercice de la liberté contractuelle dans l'attribution de l'invention de salarié en Chine	366
A. L'accord d'une liberté contractuelle limitée dans l'attribution originelle de l'invention de salarié	367
1. L'admission de l'application d'une règle contractuelle plus favorable au salarié que la loi positive	367
2. L'identification des clauses contractuelles plus favorables au salarié que la loi positive	368
B. L'accord d'une liberté contractuelle limitée dans l'attribution dérivée de l'invention de salarié	369
1. La possibilité de décider d'un commun accord de l'attribution de toute future invention de salarié	369
a) La reconnaissance de la validité du contrat de pré-invention	369
b) La requalification du contrat de pré-invention de salarié	372
2. Les restrictions nécessaires à l'exercice de la liberté contractuelle en faveur de la protection des salariés	373
Conclusion du titre I de la seconde partie	377
Titre 2 – La mise en œuvre effective du système de l'invention de salarié en Chine	379
Chapitre 1 – L'amélioration de l'application du système de l'invention de salarié	381
Section 1 – L'établissement des règles d'applications dans le système de l'invention de salarié	381
I. L'instauration d'une procédure de classement de l'invention de salarié	382
A. La proposition du classement de l'invention de salarié	383
1. La déclaration faite par l'inventeur salarié à son employeur	383
a) La nécessité de mise en place d'une obligation de déclaration par l'employé	383
b) La mise en place de la règle de déclaration	384
2. Le classement à l'initiative d'une partie du contrat de travail	388
B. L'affirmation bilatérale du classement de l'invention de salarié	389
1. La conclusion d'un classement	389
a) L'obligation de réponse à la proposition du classement	389
b) La conclusion d'un accord du classement	391
c) La présomption de l'acceptation tacite en l'absence de réponse	392
2. La relation entre l'accord du classement et l'attribution de l'invention	393
a) L'attribution de l'invention sans l'influence de l'accord du classement	393

b) L'accord du classement sous l'incidence de l'attribution de l'invention.....	393
C. L'exercice du droit d'attribution sur l'invention reposant essentiellement sur les choses secrètes de l'employeur.....	395
1. Les conditions de l'exercice du droit d'attribution.....	395
2. Les moyens de l'exercice du droit d'attribution.....	397
II. Le respect des obligations nécessaires par l'employeur et l'inventeur.....	398
A. L'obligation de non-concurrence du salarié.....	398
1. La nécessité de restriction d'exploitation de l'invention de salarié.....	398
2. Les limites de la restriction d'exploitation de l'invention.....	400
B. L'obligation réciproque de l'employeur et de l'employé.....	401
1. L'obligation de communication.....	401
2. L'obligation de confidentialité.....	404
Section 2 – La détermination du champ de l'application du système de l'invention de salarié.....	406
I. L'application du système aux inventions réalisées par tous les travailleurs subordonnés.....	406
A. L'application générale du système à l'invention réalisée dans une relation de travail.....	407
1. La nécessité de qualifier une invention de salarié selon le critère de la relation de travail.....	407
2. La détermination de la portée de la relation de travail dans le système de l'invention de salarié.....	408
a) L'existence de la relation de travail sous le contrat de travail.....	408
b) L'existence de la relation de travail en l'absence d'un contrat de travail.....	410
3. L'exclusion du travailleur non-subordonné.....	412
a) L'exclusion du dirigeant de société.....	412
b) L'exclusion du travailleur sous le contrat d'entreprise.....	415
c) L'exclusion de l'étudiant universitaire.....	417
d) L'exclusion de l'étudiant stagiaire.....	418
B. L'application spéciale du système à l'invention réalisée en dehors d'une relation de travail.....	419
1. L'application du système à l'invention réalisée après la fin de la relation du travail.....	419
a) La possibilité d'une prolongation de l'application du système de l'invention de salarié.....	419
b) La règle critiquable en matière de la prolongation de l'application du système de l'invention de salarié en Chine.....	420
c) La proposition d'une nouvelle règle de la prolongation de l'application du système de l'invention de salarié.....	422
2. L'application du système à l'invention réalisée par un travailleur détaché.....	425

a) L'existence d'une relation tripartite dans le détachement du travail.....	426
b) L'admission de l'application du système de l'invention de salarié dans le cas du détachement de travail.....	427
3. L'application du système à l'invention réalisée par un actionnaire dans le cas spécial.....	429
II. L'application du système à toutes les inventions réalisées principalement en Chine.....	430
A. L'applicabilité du système dans le secteur public et dans le secteur privé.....	430
1. La nécessité d'une règle unifiée de l'attribution de l'invention de salarié entre le secteur public et le secteur privé.....	431
2. L'établissement d'une règle spéciale quant à l'usage des inventions réalisées dans les universités.....	432
a) Le refus d'une exception à la règle d'attribution de l'invention réalisée dans les universités.....	433
b) L'attribution à l'inventeur universitaire d'un droit de l'usage de l'invention de salarié dans le cadre de l'activité d'enseignement et de recherche.....	435
c) La promotion pour l'exploitation de l'invention de mission dans les universités par l'intervention contractuelle.....	437
B. L'applicabilité du système chinois à l'invention dont la principale partie de l'activité inventive est réalisée en Chine.....	438
1. L'existence de deux règles pour choisir la loi applicable sur l'invention de salarié.....	439
2. La coordination des deux règles dans le choix de la loi applicable.....	440
a) La nécessité d'une coordination pour éviter un conflit éventuel.....	440
b) La désignation de la loi applicable en Chine selon le pays du lieu de l'activité principale de l'inventeur salarié.....	441

Chapitre 2 – L'amélioration du règlement des litiges relatifs à l'invention

de salarié.....	443
Section 1 – L'aménagement des différentes voies de règlement de litiges en matière d'invention de salarié en Chine.....	443
I. Les problèmes existants dans la résolution des conflits sur l'invention de salarié.....	443
A. Le manque d'une définition du rôle de l'arbitrage de travail dans la résolution des litiges relatifs à l'invention de salarié.....	443
1. La confusion du rôle de l'arbitrage du travail dans la pratique.....	444
2. L'existence d'un conflit potentiel entre l'arbitrage du travail et la juridiction en Chine.....	445
B. L'imperfection de la procédure judiciaire dans de la résolution des conflits sur l'invention de salarié.....	446

1.	La compétence limitée de la procédure judiciaire	446
2.	L'influence négative de la procédure judiciaire sur la relation du travail.....	447
II.	Les solutions à adopter pour résoudre les problèmes du règlement des conflits sur l'invention de salarié en Chine.....	447
A.	L'exclusion de l'arbitrage de travail dans le règlement des conflits sur l'invention de salarié	447
1.	L'impossibilité de réponse de l'arbitrage du travail aux exigences de la résolution des conflits concernant l'invention de salarié.....	448
2.	L'établissement d'une exception de la compétence de l'arbitrage du travail.....	448
B.	L'élargissement de la compétence des tribunaux.....	449
Section 2 –	La mise en place d'une nouvelle procédure de règlement des litiges assuré par la commission de conciliation en Chine	450
I.	La nécessité de l'instauration du mécanisme de la commission de conciliation en Chine	451
A.	L'amélioration de l'efficacité de la procédure de la résolution des conflits sur l'invention de salarié.....	451
1.	L'affaiblissement du caractère conflictuel de la procédure judiciaire.....	451
2.	La poursuite de la résolution définitive des conflits par la procédure de commission.....	452
B.	La baisse du coût de la résolution des conflits de l'invention de salarié.....	454
1.	Le déséquilibre de la force économique entre l'employeur et l'inventeur salarié dans la résolution des conflits	455
2.	La poursuite d'un équilibre par l'établissement d'un mécanisme gratuit.....	456
II.	L'application du mécanisme de règlement des litiges devant la commission de conciliation en Chine.....	456
A.	La nature de la procédure devant la commission de conciliation	457
1.	Une procédure avec des différentes fonctions.....	457
2.	Une procédure facultative.....	458
3.	Une procédure sous l'intervention de l'administration.....	459
B.	La constitution de la commission de conciliation en Chine.....	460
1.	La proposition du siège de la commission de conciliation auprès de l'office de propriété intellectuelle.....	460
2.	La proposition d'une composition tripartite de la commission	463
C.	La saisine à la procédure devant la commission de conciliation.....	465
1.	La compétence de la commission de conciliation	465
2.	La réalisation d'une conciliation.....	467

Conclusion du titre II de la seconde partie	471
Conclusion de la seconde partie	473
Conclusion générale	475
Conclusion I – Le fondement du système de l’invention de salarié.....	475
I. La source théorique : La poursuite de l’équilibre entre l’employeur et l’inventeur salarié.....	475
II. La source juridique : La réorientation du droit des brevets et du droit de travail.....	476
Conclusion II – L’attribution d’une invention de salarié en fonction du mode de l’activité inventive.....	477
I. Le développement du mode de l’activité inventive.....	477
II. La cohérence entre le mode de l’activité inventive et l’attribution de l’invention réalisée.....	478
Conclusion III – Le projet de la proposition de la loi sur l’invention de salarié en Chine.....	479
Perspective à l’avenir – La mise en place d’un système cohérent des créations de salarié en Chine ?.....	484
Index alphabétique	487
Bibliographie	491
Table des matières	515